

« Government by gigantic bureaucracy is not free government »¹ : Bon gouvernement et démocratie aux origines du mouvement conservateur états-unien

Tamara Boussac, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (UMR Géographie-cités)

Introduction

Le contexte politique récent aux États-Unis pose plus que jamais la question du rapport des conservateurs à la démocratie et à l'État de droit. Certains observateurs (presse, politologues, adversaires politiques) soulignent les dérives anti-démocratiques d'une certaine droite à l'heure du trumpisme, plus particulièrement dans le contexte post-6 janvier, de la remise en cause des droits des minorités et de la confiscation de leur vote par les autorités républicaines de certains États, et du dénigrement des institutions démocratiques par les partisans de l'ancien président depuis l'élection de Joe Biden. Par ailleurs, des historiens ont mis en avant l'idée d'un projet fondamentalement anti-démocratique de la droite « radicale », porté de longue date par les grands capitalistes qui financent le parti républicain, et dont les efforts pour assurer la « suprématie du capital » bafouent les droits des citoyens ordinaires (Nancy McLean, *Democracy in Chains*, xxxi ; Moreton, *To Serve God and Walmart*). C'était aussi, il me semble, le sens de l'appel à contributions de cet atelier.

J'ai été intéressée par cet appel à contributions car, à rebours de cette lecture, j'ai pour ma part également observé l'inverse au cours de mes recherches, c'est-à-dire un intérêt des conservateurs pour le « bon gouvernement » (*good government*), destiné, selon leur discours, à mieux représenter la volonté générale du peuple et à garantir un meilleur fonctionnement des institutions. J'en utilise ici la définition donnée par Pauline Peretz, qui a étudié les mobilisations progressistes pour la moralisation de la vie publique en Californie dans les années 1970, mais qui rappelle que l'on trouve cet intérêt pour le « bon gouvernement » chez les conservateurs comme chez les progressistes (Peretz, « Des Citoyens Législateurs », 2017 ; « Citizen Nader », 2018)².

Le « bon gouvernement » repose sur les principes de transparence de l'action publique et de responsabilité des élus devant les citoyens, directement révocables par eux. La démocratie directe – plus que représentative – en est en ce sens un fondement, par le référendum ou toute pratique de participation directe, puisqu'il s'agit de garantir une

¹ Lettre de Walter Glace au *New York Times*, 6 juillet 1961.

² Pour une réflexion sur cette notion, voir aussi l'ouvrage de Pierre Rosanvallon, *Le Bon Gouvernement*, Seuil, 2015.

démocratie citoyenne destinée à servir, donc, les intérêts des citoyens. Les références au bon gouvernement témoignent de ce fait d'une vision constructive de l'État, pour une meilleure représentation des citoyens, et d'une conception spécifique de la démocratie, dont je ne prétends bien entendu pas donner ici un exposé historique exhaustif mais une mise en contexte relative à un corpus précis.

Le corpus étudié

Ma thèse, soutenue en décembre 2020, portait sur l'affaire de Newburgh, survenue en 1961 dans l'État de New York. A l'été juillet 1961, les élus de Newburgh, invoquant le coût des dépenses sociales et les migrations d'Africains Américains soi-disant installés dans la ville dans le but de toucher des allocations, décident brutalement de supprimer le versement des aides sociales ou, à défaut, d'instaurer des mesures de contrepartie drastiques. La décision fait scandale dans l'Amérique triomphante des années Kennedy. Rapidement, l'ensemble de la société américaine se saisit de l'affaire : la presse, les élus locaux et fédéraux, les élites du mouvement conservateurs, alors en pleine construction, les associations pour les droits civiques, mais aussi les citoyens, de plus en plus critiques de l'aide sociale et de ses bénéficiaires. L'affaire est un des moments fondateurs du mouvement conservateur d'après-guerre : les élus de Newburgh sont invités à divers rassemblements, comme ceux des Young Americans for Freedom, Barry Goldwater et William Buckley encensent la réforme et ses concepteurs, alors que *Human Events* et *National Review* leur consacrent plusieurs pages enthousiastes pendant l'été et encouragent leurs lecteurs à manifester leur soutien. Ce n'est pas à ces personnalités et organes de presse que je m'intéresse ici mais aux citoyens de la base, qui, en partie poussés par eux, se passionnent pour l'affaire.

Pour cela j'ai étudié un corpus de 228 lettres envoyées par des citoyens – principalement des New Yorkais – à leurs élus (sénateur, représentant à la Chambre, gouverneur) et, à moindre mesure, à des journaux, pour témoigner leur soutien à Newburgh et critiquer, par la même occasion, les « dérives » de l'État-providence. Ces citoyens, des hommes comme des femmes, appartiennent à la classe moyenne blanche et sont largement implantés dans les *boroughs* et les banlieues résidentielles de New York (Brooklyn, Queens, les comtés suburbains de Long Island), souvent au profil de notables locaux. Il y aurait bien entendu beaucoup à dire sur ce que révèle ce corpus, mais je m'attarderai ici aux références au « bon gouvernement », qui sous-tendent le discours, prenant la forme d'un État « local » préférable à l'État omniprésent, autoritaire et liberticide qui caractérise selon eux les États-

Unis. A partir de là, quelle vision de la démocratie et du « bon gouvernement » les hommes et les femmes mobilisés défendent-ils ? Le bon gouvernement invoqué dans les lettres repose sur les institutions locales, financées par la fiscalité locale, aptes à garantir une démocratie directe fondée sur le bon sens des citoyens, chargés de contrôler les élus et leurs dépenses, et non sur les discours compliqués des experts sociaux au dirigeant selon eux l'administration. Quatre piliers se dégagent donc dans ce discours : 1) l'efficacité des institutions locales contre le gaspillage fédéral ; 2) la légitimité du bon sens populaire contre le discours expert ; 3) la nécessité de réinjecter de la démocratie dans le système de protection sociale ; 4) celle de moraliser la vie publique contre la corruption des élus.

1) L'efficacité des institutions locales contre la mauvaise gestion fédérale

Pour beaucoup, l'implication de la fiscalité locale dans le financement des programmes d'assistance sociale est une prérogative essentiellement locale, d'autant plus que l'État fédéral, jugé mauvais gestionnaire, gaspille, selon eux, l'argent des contribuables. Par opposition à cette « folie fiscale », les collectivités locales font preuve de bon sens dans la gestion des fonds publics. La protection sociale doit donc demeurer une compétence des collectivités locales, comme c'était largement le cas jusqu'au New Deal.

De fait, beaucoup soutiennent que les collectivités locales sont meilleures gestionnaires que l'État et l'État fédéral car elles connaissent mieux l'état de leurs ressources et de leurs besoins : la compétence, la responsabilité et la transparence sont donc bien du côté des institutions locales. « Je pense que chaque ville devrait avoir le droit de réguler ses programmes d'assistance en fonction de ses propres conditions », écrit ainsi Mme Lund. La New York State Taxpayers Association, basée à Buffalo, estime également que les villes doivent disposer d'une « plus grande autorité » car elles connaissent mieux « leur propre territoire que les élus de Washington ou d'Albany ». Jules Lorenzo « soutient » quant à lui « la détermination de Newburgh à financer ses programmes en fonction de ses moyens » et « se méfie des bureaucrates qui distribuent de l'argent public sans la transparence nécessaire et sans être tenus responsables³ ».

³ Lettre de Mme Daniel Lund à Kenneth Keating, (« I believe every city or community should be allowed to regulate its own relief program according to existing conditions ») ; lettre de la New York State Taxpayer Association à Kenneth Keating, (« more authority [...] more familiar with conditions in their territories than are people in Washington or Albany ») ; lettre de Jules Lorenzo à Nelson Rockefeller, 4 août 1961, dossier « Welfare Regulations-Newburgh, NY, 1961 », boîte 162, KKA (« I support the city of Newburgh's

Les contribuables sont en faveur d'une meilleure gestion des finances publiques et louent la rationalité budgétaire des collectivités locales, par opposition au gaspillage de l'État fédéral dans des programmes à destination de populations non-méritantes. « L'État dépense notre argent de manière irréfléchie », se plaint par exemple Fred William, alors que Margaret et George Brexler exigent « que cesse le gaspillage de l'argent des contribuables ». Pour Scott Taylor de Brooklyn, il est évident pour tous les citoyens qui doivent gérer leur propre budget que les « programmes fédéraux constituent une folie fiscale ». Karl Elish dénonce « l'irresponsabilité bureaucratique » que combattent les élus de Newburgh. L'irresponsabilité des élus, c'est-à-dire leur déconnexion de la base et l'absence de contrôle citoyen, est donc en partie responsable du « problème » de l'assistance sociale. Le localisme, fondé sur un bon sens de citoyens contrôlant les institutions locales, est au contraire une garantie du bon fonctionnement des programmes sociaux comme de la démocratie⁴.

2) La légitimité du bon sens populaire contre les discours des experts

A la mauvaise gestion, les contribuables opposent l'argument du bon sens des gens ordinaires qui, contrairement aux analyses compliquées des experts, conservent une connaissance pure et instinctive des affaires sociales et des solutions à apporter aux problèmes publics. Le vocabulaire du bon sens, par opposition à la technicité du langage juridique, est très présent dans les lettres : contre la folie du système actuel, la réforme de Newburgh fait preuve de « bon sens » et d'« intelligence ». Frank Spencer de Scarsdale vante cette connaissance intuitive du peuple ordinaire, qui donne à la réforme de Newburgh plus de légitimité démocratique que la loi. « Si les passages de la réforme de Newburgh dont on ne peut qu'accepter la logique et l'équité contreviennent à la loi », écrit-il au *New York Times*, « alors il faut changer la loi ». La réforme de Newburgh est souvent jugée « sensée », « réaliste », « sage », « logique » et « raisonnable ». Pour Julia Wilson, une travailleuse indépendante de Manhattan, Newburgh « s'efforce de ramener de la raison dans le système d'assistance ». Charles Fyfe Stewart, un médecin de l'Upper East Side, vante quant à lui les

determination to finance its affairs according to its means »; « I am weary of the growing distribution of public funds by a bureaucracy without adequate publicity and accountability »)

⁴ Lettre de Fred William à Kenneth Keating, 26 juin 1961, dossier 2. « Welfare Regulations-Newburgh, NY, 1961 », boîte 162, KKA (« The Government is spending our money too freely ») ; lettre de Margaret et George Brexler à Kenneth Keating, 13 juillet 1961, dossier 1 « Welfare Regulations-Newburgh, NY, 1961 », boîte 162, KKA (« cessation of waste of taxpayers' money ») ; lettre de Scott Taylor à Kenneth Keating, 16 juillet 1961, dossier 1 « Welfare Regulations-Newburgh, NY, 1961 », boîte 162, KKA (« The federal programs [...] constitute plain fiscal insanity ») ; lettre de Karl Elish au *New York Times*, 11 juillet 1961 (« the irrationality into which bureaucracy sometimes falls »)

mérites d'une réforme « sensée et intelligente ». Pour un habitant de Freeport, dans le comté de Nassau, la réforme remet tout simplement « du bon sens dans le désordre de l'assistance sociale⁵ ».

3) Réinjecter de la démocratie dans le système de protection sociale

Pour beaucoup, la contestation de l'assistance sociale est une demande de davantage de démocratie. La réforme de Newburgh met selon eux en évidence les défauts de la loi nationale et incite à repenser la hiérarchie des normes : en matière d'assistance sociale, le droit local doit primer sur le droit fédéral pour refléter davantage la volonté du peuple. Loin de défendre une stricte application de la loi, les contribuables défendent donc une légitimité qui existe en dehors des lois et fondée, à nouveau, sur le bon sens des citoyens. Les hommes et les femmes manifestant leur soutien à la réforme de Newburgh invoquent donc leur statut de contribuable comme un puissant outil de renégociation de l'action publique, destiné à faire « redescendre » l'État à l'échelle locale, au plus près des citoyens. Il s'agit ainsi de mettre en valeur le déficit démocratique au cœur du système social et fiscal : les lois sociales sont devenues si techniques et complexes qu'elles en deviennent inintelligibles pour les citoyens.

Simplifier le droit fédéral

Pour la plupart, l'État fédéral et l'État de New York doivent tout simplement modifier leur législation afin d'adopter certaines règles de la réforme de Newburgh. « Si les règles de Newburgh violent la loi, alors la loi est immorale », écrit ainsi Thomas Baggot. Pour Joshua Fiero III, il est clair que les programmes sociaux fédéraux doivent être « complètement réévalués ». « Je vous recommande de parrainer une loi d'envergure nationale afin de réformer enfin notre système dégradant », écrit pour sa part Damon Rice à Kenneth Keating, « et je recommande que vous utilisiez les 13 règles de Newburgh comme modèle ». Carlton Proctor, un ingénieur du comté de Westchester, lui conseille également de « faire adopter des lois, dans l'État et dans la nation, afin de se conformer à la réforme de Newburgh et d'en faire

⁵ Sophia Rosenfeld, *Common Sense: A Political History*, Cambridge, Harvard University Press, 2016, p. 6, 256 ; lettre de Frank Spencer Jr. au *New York Times*, 20 juillet 1961 (« If those parts of the Newburgh code which are so obviously logical and just are in conflict with the law, let's change the law », « common sense », « sensible », « wise », « intelligent reasoning », « sound », « realistic approach ») ; lettre de Julia Wilson à Kenneth Keating, « restore sanity to the administration of public welfare » ; lettre de Charles Fyfe Steward à Kenneth Keating, (« most sensible and intelligent ») ; lettre d'un habitant de Freeport à Kenneth Keating, (« bring some common sense to this welfare mess »)

la norme nationale ». Il s'agit donc de faire respecter une hiérarchie des normes selon laquelle les règles locales s'imposent au droit fédéral, et non l'inverse⁶.

Le droit des villes à s'administrer librement

Certains théorisent le principe d'un droit des villes au sein du système fédéral : puisque les collectivités locales sont les plus à même de gérer les affaires sociales, elles doivent être en mesure d'adopter les réformes qu'elles désirent sans risquer de représailles de l'État fédéral. Jules Lorenzo estime que la loi doit être modifiée afin d'empêcher l'État fédéral de « restreindre l'action des collectivités locales ». Un habitant d'Albany exhorte le sénateur Keating à « défendre activement le droit de la ville de Newburgh » à gérer elle-même les programmes d'assistance. Enfin, pour Wencel A. Neumann Jr. de Poughkeepsie, Newburgh n'a peut-être pas « techniquement raison » d'un point de vue strictement juridique, mais les villes ont néanmoins le droit de rejeter les lois venues d'en haut si elles les jugent impropres. Il salue ainsi le courage des élus, qui s'opposent à de « mauvaises » lois et jouent un rôle salutaire de garde-fou⁷.

Représenter la volonté générale du peuple

Changer la loi fédérale est enfin perçu comme un impératif démocratique. L'invocation du statut de contribuable est ainsi utilisée comme un puissant outil de négociation avec les pouvoirs public : puisqu'ils payent des impôts, les lois sociales devraient davantage refléter la volonté des contribuables. L'État leur doit en effet une meilleure représentation démocratique et, comme nous l'avons vu, un système de protection sociale qui leur offre davantage de contreparties. Pour Richard et Margaret Mackin du comté d'Oswego, les « citoyens et les contribuables de l'État de New York sont en faveur de lois plus strictes » que les lois

⁶ Lettre de Sedgley Thornbury à Nelson Rockefeller, *op. cit.* (« the archaic rules growing out of the depression of the 1930s ») ; lettre de Thomas Baggot à Kenneth Keating, *op. cit.* (« If some of the rules Newburgh is establishing are illegal then some of these laws must be immoral ») ; lettre de Joshua Fiero III, lettre à Kenneth Keating et Joseph Mitchell (« this welfare program is in drastic need of overhaul ») ; lettre de Damon Rice à Kenneth Keating, sans date, dossier 2 « Welfare Regulations-Newburgh, NY, 1961 », boîte 162, KKA (« I would strongly recommend that you sponsor a bill of national scope that would at last reform our present debilitating system. I would recommend that Newburgh's 13 point-program be used as a pilot ») ; lettre de Carlton Proctor à Kenneth Keating (« enactment of federal and state laws to conform to and to encourage the Newburgh welfare plan as our national pattern »)

⁷ Lettre de Jules Lorenzo à Nelson Rockefeller (« restricts the action of city managements ») ; lettre de Richard Otterheim à Kenneth Keating, 7 juin 1961, dossier 2 « Welfare Regulations-Newburgh, NY, 1961 », boîte 162, KKA (« actively defend the right of the city of Newburgh ») ; lettre de Wencel Neumann Jr. à Kenneth Keating, *op. cit.* (« might not be technically right », « wrong »)

existantes. « Si cela entre en contradiction avec des lois en vigueur, alors il faut les changer ! » « Nos gouvernements – collectivités, État, État fédéral – doivent quelque chose aux contribuables qui travaillent dur : des changements drastiques immédiats », exige Ross Cobb. « Les lois sont faites pour protéger le peuple et il me semble juste que le peuple qui travaille devrait bénéficier d'une certaine protection en la matière », écrit pour sa part Mme Schutt de White Plains⁸.

Prendre la parole en tant que contribuable sert à demander davantage de protection et de démocratie de la part d'un État trop occupé à accorder des droits sociaux aux allocataires pour les écouter. Florence Rudh de Brooklyn l'explique au président Kennedy en ces termes :

Ce qui me choque le plus, c'est l'indifférence totale pour les contribuables. Les politiciens oublient que les contribuables votent, à l'instar des assistés. Je sais bien que vous ne prêtez aucune attention aux opinions des contribuables car votre administration n'a jamais daigné répondre à ma lettre, alors que l'administration précédente le faisait⁹.

Charles Proffitt et Scott Taylor avertissent tous deux le sénateur Kenneth Keating que « la majeure partie de l'électorat » partage leur regard critique sur les programmes sociaux. Pour Bernard Diekman Jr., le « vrai enjeu » de la réforme n'est pas celui de sa légalité au regard du droit fédéral, mais bien celui du manque de représentativité démocratique des lois actuelles. Bien qu'illégal, la réforme est légitime car elle est cohérente avec les « exigences de l'opinion publique », fatiguée de la fraude sociale et du manque de représentativité démocratique des institutions. Elizabeth Schwartz, une habitante de l'Upper East Side, demande par exemple qu'un vote soit organisé pour demander aux citoyens s'ils sont en faveur de lois plus strictes :

If allowed to vote on this question, most of the voters of this state and this country would affirm that Newburgh is right in tightening its relief laws. If this much-needed move by Newburgh conflicts with other laws, the old rules must be changed.

⁸ Lettre de Richard et Margaret Mackin à Kenneth Keating (« as citizens and taxpayers of New York State, that we are in favor of much tighter laws than now exist in this state. If they are in conflict with existing laws, then change the laws! ») ; lettre de Ross A. Cobb, lettre à Robert Sarnoff, 31 janvier 1962. Dossier 12 « Social Security : Welfare-Newburgh NY, 1961-1962 », KKA (« Our local, state and federal governments owe hard-working taxpayers some immediate drastic changes ») ; lettre de Mme Schutt à Joseph Mitchell, 2 août 1961, dossier 1 « Welfare Regulations-Newburgh, NY, 1961 », boîte 162, KKA (« Laws are made for the protection of people and it seems right that the hard-working people should have some protection here »)

⁹ Lettre de Florence Rudh à John F. Kennedy (« What shocks me most is the utter disregard for the taxpayer [...] Politicians forget that taxpayers as well as reliefers vote. I know you do not pay attention to taxpayers' opinions as I have never gotten an acknowledgement of my letter from your administration but did from the previous one ».)

« Ce qu'il faut déterminer aujourd'hui », conclut enfin un habitant de Newburgh, « c'est si les lois de la ville de Newburgh peuvent être édictées par ceux que la majorité du peuple a élus et qui représentent les intérêts de cette majorité ». Les contribuables n'écrivent donc pas pour demander une diminution de l'État, ni pour demander moins d'impôt : ils veulent de nouvelles lois, davantage de contreparties et surtout plus de représentation démocratique¹⁰.

4) Moraliser la vie publique contre la corruption des élus

Pour beaucoup, la régénération démocratique de l'administration sociale par les institutions locales se révèle nécessaire pour lutter contre la corruption des élus, notamment des élus fédéraux, qui maintiennent des règles abusives pour pouvoir impunément distribuer des allocations à leurs électeurs et consolider le « vote des assistés » (*welfare vote*) en leur faveur. Si la mauvaise gestion des deniers publics s'explique par la corruption et le clientélisme politique, il faut donc moraliser la vie publique. Otto Nagel, du comté de Suffolk, dénonce ainsi les « politiciens corrompus et avides de votes¹¹ », alors que Steven Herlitz considère que « le système de l'assistance est maintenu en place par intérêt électoral¹² ». Pour une habitante de Poughkeepsie, l'*Attorney General* de l'État, Louis Lefkowitz, a ordonné l'interdiction de la réforme de Newburgh « parce qu'il ne voulait pas perdre les milliers de voix du lobby de l'assistance sociale » en vue des élections municipales de New York à laquelle il est candidat¹³. Il est évident pour tout le monde que le système de protection sociale est devenu « un scandale », mais les élus préfèrent ne pas le réformer afin de ménager leur base électorale : « *Public welfare is today the nation's biggest scandal, yet few in public office will recognize or admit it. Why? Because it would cost some votes* », explique par exemple B. Troy Ferguson Jr¹⁴. Selon Jeanne Morris, les élus ont « trahi » le peuple par opportunisme politique. « *Now, why have they failed us?* », demande-t-elle aux deux sénateurs

¹⁰ Lettre de Charles Proffitt à Kenneth Keating (« a great mass of the electorate ») ; lettre de Scott Taylor à Kenneth Keating, (« dominate the electorate ») ; lettre de Bernard Diekman Jr. à Kenneth Keating (« The real issue posed [...] public opinion demands ») ; lettre d'Elizabeth Schwartz au *New York Times*, 12 juillet 1961 ; lettre de William Mitchell au *Newburgh Evening News*, sans date (« The question at this time is whether the policies of the city of Newburgh are to be shaped by those elected by the majority of the people and representative of the wishes of the majority of the people »)

¹¹ Otto Nagel, lettre du 15 juillet 1961 (« *vote hungry, corrupt politicians* »).

¹² Steven Herlitz, lettre à Nelson Rockefeller, 19 juillet 1961.

¹³ Louise Gilbert, lettre à Kenneth Keating, 22 août 1961 (« *He doesn't want to lose the thousands of relief votes at this time.* »)

¹⁴ B. Troy Ferguson Jr, lettre à Joseph Mitchell, 13 juillet 1961.

de New York, « *There can be but one answer: [...] because it was politically expedient to do so*¹⁵. »

Les rédacteurs critiquent ainsi ce qu'ils perçoivent être un manque de démocratie au cœur du système de protection sociale : au lieu de servir les intérêts des électeurs, les élus libéraux sont préoccupés par leur réélection. « *I really question how our elected officials can claim to represent us when they continually foster this sort of unfair, unrealistic and economically ruinous program. Re-election can hardly warrant the ultimate destruction of our society* », s'inquiète ainsi un habitant du comté de Dutchess¹⁶. Certains dénoncent aussi les groupes de pression qui manipulent selon eux les politiques, les dévoyant de leur vraie mission, celle d'œuvrer pour le bien de la collectivité. « *We are aware that many pressure groups are hounding you to maintain the present setup* », écrit Lura Gowdey à Kenneth Keating¹⁷. Dans l'intérêt de la démocratie, les élus devraient donc se détacher de ces groupes d'intérêts et davantage se préoccuper des électeurs. « *Don't let pressure groups of "the welfare state", "do-gooders", "minority associations" influence your opinions of welfare law revitalization* » écrit aussi un habitant de Newburgh, « *Represent the people who elect you to your office. They are people who are really concerned about the situation*¹⁸. »

Conclusion : La question des acteurs

Cet exposé montre bien que l'analyse qui peut être faite du rapport des conservateurs à la démocratie dépend des acteurs que l'on choisit d'étudier : la perspective des citoyens de la base offre une porte d'entrée sur la question bien différente de celle des grands donateurs ou des théoriciens étudiés par Nancy McLean, par exemple. Aux yeux des citoyens conservateurs, il faut rectifier les institutions dévoyées et rendue antidémocratiques par la corruption et la bureaucratie. Derrière ces discours aux relents parfois populistes – dénonciation de la corruption des élus, défense du bon sens populaire, méfiances à l'égard des experts – on trouve un réel argumentaire démocratique. Critiques de l'usage que les élus font de leur contribution fiscale, les personnes mobilisées repensent le fonctionnement des institutions : le « bon gouvernement » est celui qui gère bien leur argent, sélectionne les bénéficiaires de l'aide sociale selon leur mérite et les contraint à travailler. Le fonctionnement de l'État fédéral semble ainsi bien éloigné des préoccupations de ces contribuables, qui

¹⁵ Jeanne Morris, lettre à Jacob Javits et Kenneth Keating, 21 juillet 1961.

¹⁶ William McCord, lettre à Joseph Mitchell, 28 juillet 1961.

¹⁷ Lettre du 27 juin 1961.

¹⁸ Lettre du 29 juin 1961.

réfléchissent beaucoup plus aux institutions locales et à la responsabilité de leurs élus locaux. En un sens, la pratique même de l'écriture et de l'envoi de lettres à des élus (tout comme la pratique pétitionnaire, par exemple) est un outil de la démocratie citoyenne prônée par les personnes mobilisées, puisqu'il s'agit d'une pratique contestataire aux mains de citoyens cherchant à interpeler le pouvoir. Instrument de négociation avec les élus, l'écriture d'une lettre repose de fait sur la conviction que celle-ci sera lue et écoutée et constitue, en cela, un acte de réclamation démocratique.